

L'impôt—Loi

Le gouvernement fédéral nous parle sans cesse d'un programme de création d'emplois de 1 milliard de dollars. Mais le problème est qu'il n'y a pas d'emplois pour ces jeunes, une fois qu'ils ont été formés. Dans le secteur du bois d'œuvre, des entreprises licencient des travailleurs permanents et aussi des apprentis. Les apprentis ne peuvent obtenir leur formation aux écoles de métier en Colombie-Britannique puisqu'ils n'ont pas le nombre d'heure de travail qui leur donne droit à cette formation. Tant le gouvernement fédéral que les provinces empêchent les jeunes d'obtenir la formation qui leur est nécessaire. C'est de ces jeunes dont nous avons désespérément besoin au Canada, afin de réaliser la situation économique que nous souhaitons pour notre pays et de favoriser le progrès et la croissance dans le secteur énergétique, dans celui de la micro-électronique et de la construction navale ainsi que dans d'autres sphères d'activité nécessaires à la croissance future des Canadiens. Les jeunes Canadiens sont particulièrement touchés cette année en raison de la situation économique que leur imposent le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux qui souscrivent aux programmes fédéraux.

● (1550)

En Colombie-Britannique, les soins de santé se ressentent de la conjoncture économique actuelle. De plus en plus d'infirmiers et de travailleurs des hôpitaux se retrouveront sans emploi, ce qui réduira les services offerts à la population de cette province.

Je tiens à parler des raisons pour lesquelles la situation est ce qu'elle est. Le gouvernement du Canada ne semble pas encore savoir que nous sommes en état de crise, malgré les protestations du milieu des affaires au sujet du budget, malgré l'opposition du Congrès du travail du Canada à la politique de taux d'intérêt élevés et la présence devant les édifices du Parlement de 70,000 à 100,000 manifestants le 21 novembre dernier, et malgré également, les centaines de milliers de lettres envoyées au ministre par des contribuables qui s'opposaient aux dispositions du budget.

Les libéraux parlent de compassion. Mais savent-ils ce que ressent un propriétaire qui a travaillé toute sa vie pour construire sa maison lorsqu'il se rend compte que son taux hypothécaire va passer de 11 ou 12 p. 100 à 20, 23 ou 24 p. 100 et qu'il risque de perdre sa maison? Pensent-ils parfois à ce que peuvent ressentir ceux qui ont créé des sociétés d'experts-conseils ou toute autre entreprise lorsqu'ils se rendent compte soudainement, qu'ils sont menacés de saisie, de faillite ou de mise sous séquestre en raison des taux d'intérêt élevés. A mon avis, le gouvernement ne tient vraiment pas compte des sentiments de ces gens et ne se préoccupe guère des répercussions de ses mesures sur la situation économique et sociale du Canada.

On nous répète constamment que la politique de taux d'intérêt élevés au Canada vise à réduire l'inflation. Nous avons rappelé au gouvernement à maintes reprises à la Chambre que le taux d'inflation ne baisse pas. De fait, le taux d'inflation se situe encore à environ 12 p. 100 en dépit de la politique d'argent cher, des faillites et de la perte d'exploitations agricoles, de maisons et de navires de pêche. Qu'en retire le Canada? Nous perdons nos travailleurs expérimentés qui deviennent chômeurs et nous perdons le revenu de ces gens qui pourraient travailler et participer à titre de contribuables canadiens aux programmes sociaux dont nous sommes si fiers.

Si nos taux d'intérêt sont élevés, c'est parce que le président Ronald Reagan a adopté un programme pareil aux États-Unis. Non seulement le parti libéral du Canada, mais aussi les tories appuient cette politique. Quand le président Reagan a adressé la parole à la Chambre et nous a donné un cours d'économie, les tories se sont levés en masse pour lui faire une ovation et l'applaudir à tout rompre parce qu'il voulait que le Canada adopte certaines politiques économiques en fonction de la situation économique aux États-Unis. Aux États-Unis, il y a 10 millions de chômeurs. Au Canada, il y en a 1.5 million. En Grande-Bretagne, sous un gouvernement conservateur, il y en a 3 millions. Tous ces gouvernements suivent la même ligne d'action que le nôtre. Qu'y gagne le Canada? Rien du tout, et nous savons que nous n'irons nulle part avec le gouvernement actuel. Je constate avec intérêt que des Américains commentent enfin à se rendre compte que la politique monétariste que soutiennent les députés conservateurs et libéraux ne donne rien. Elle ne donne rien ici non plus.

Des voix: Bravo!

M. Miller: Les députés conservateurs n'aiment pas qu'on leur rappelle leurs politiques. Ils cherchent à tromper les Canadiens en leur faisant croire qu'ils sont progressistes. Ils ne sont pas du tout progressistes. Ils sont conservateurs et appuient le gouvernement républicain des États-Unis.

Et les programmes de création d'emplois du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy)? Il faudrait peut-être lui donner le titre de ministre du chômage. Il a offert 10,000 emplois à la Colombie-Britannique dans une entente sur le travail partagé dans le secteur du bois qu'il a conclu avec cette province, ce qui permettrait pratiquement d'embaucher les chômeurs de ma circonscription. Il ne s'agit pas là d'un programme permanent de création d'emplois. Ce programme est censé assurer l'avenir de l'industrie forestière. Nous reconnaissons qu'il faut entretenir les forêts de la Colombie-Britannique.

Alors que le ministre injecte 24 millions de dollars dans ce programme, la société MacMillan-Bloedel de Nanaïmo licencie ses employés des services d'entretien des forêts qui font les expériences nécessaires pour assurer une bonne croissance de la forêt; ils s'occupent de l'espacement et du marquage des arbres ce qui permet d'avoir une forêt saine. Des compagnies mettent à pied les personnes chargées de faire ce travail, alors que le gouvernement offre des subventions pour confier une tâche analogue à des chômeurs. Le gouvernement devrait réagir aux licenciements effectués par les sociétés privées et veiller à ce qu'elles conservent les services d'entretien des forêts et participent à part égale au programme sylvicole.

Que pourrait bien faire le gouvernement? Il pourrait rester bien assis sur son derrière, comme il le fait, sans le moindre-ment tenir compte des supplications des hommes d'affaires, des travailleurs, des propriétaires, des agriculteurs, des pêcheurs et de la Chambre des communes. Ou il pourrait passer à l'action. Il pourrait s'occuper de faire baisser les taux d'intérêt, la principale cause de problèmes dans ma circonscription comme probablement dans celles de tous les autres députés. Tous ceux qui écrivent à leur député se plaignent que les taux d'intérêt sont en train de les ruiner, qu'ils soient des travailleurs de la construction ou des propriétaires de maisons. Les gens qui